Catalogue 11-001F (English 11-001E) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 4 septembre 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Permis de bâtir,** juillet 1997 2
  Les intentions de construction résidentielle ont fait un bond en juillet après avoir reculé le mois précédent. Les municipalités ont délivré pour 1,6 milliard de dollars de permis de construction résidentielle. Il s'agit d'une hausse de 7,2 %, qui a compensé une chute marquée dans le secteur non résidentiel.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, août 1997 5
Enquête sur les anticipations à court terme 5
Statistiques du téléphone, juin 1997 6

NOUVELLES PARUTIONS 7

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

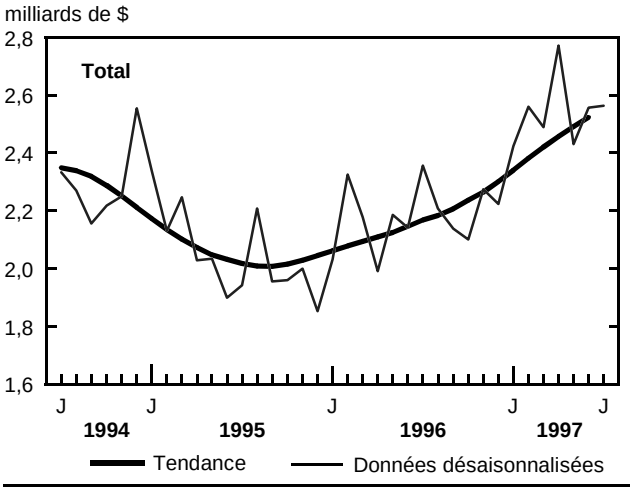
Permis de bâtir

Juillet 1997

Les intentions de construction résidentielle ont fait un bond en juillet après avoir reculé le mois précédent. Les municipalités ont délivré pour 1,6 milliard de dollars de permis de construction résidentielle. Il s'agit d'une hausse de 7,2 %, qui a compensé une chute marquée dans le secteur non résidentiel.

La valeur des permis de construction non résidentielle (industrielle, commerciale et institutionnelle) a chuté de 8,9 % pour atteindre 1,0 milliard de dollars en juillet, après une hausse de 24,1 % en juin. Par conséquent, la valeur totale des permis de bâtir a augmenté légèrement de 0,2 % pour passer à 2,6 milliards de dollars, ce qui constitue une deuxième hausse mensuelle consécutive.

La valeur totale des permis est en hausse de 0,2 %



L'activité dans le secteur résidentiel est restée vigoureuse même si elle a ralenti légèrement depuis quelques mois. Au cours des sept premiers mois de cette année, les municipalités ont délivré des permis de bâtir pour une valeur de 10,8 milliards de dollars, en hausse de 20,9 % par rapport à la période correspondante de 1996. Ces chiffres reflètent la hausse de près de 8 % de l'indice de la confiance des consommateurs enregistrée au deuxième trimestre, selon le Conference Board du Canada. La création récente d'emplois a renforcé cet optimisme à un moment où les taux d'intérêt étaient bas. Malgré des résultats irréguliers depuis avril 1997, la valeur des permis de construction non résidentielle en juillet est la troisième en importance cette année et dépasse tous les chiffres mensuels comparatifs de 1996.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 400 municipalités représentant 93 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les municipalités qui représentent les 7 % restants de la population sont très petites et leurs niveaux d'activité dans le secteur a une faible incidence sur l'ensemble.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, aqueduc, égouts, ouvrages de drainage) ni le coût associé au terrain.

Le taux annuel est un chiffre mensuel corrigé en fonction des variations saisonnières et multiplié par 12 pour rendre compte des niveaux annuels.

Maintien de la cadence de l'activité dans le secteur de l'habitation

Les deux composantes de la construction résidentielle ont contribué à la hausse mensuelle des permis en juillet, la composante multifamiliale (+15,5 % à 428 millions de dollars) ayant obtenu un rendement légèrement supérieur à celui de la composante unifamiliale (+4,3 % à 1,1 milliard de dollars).

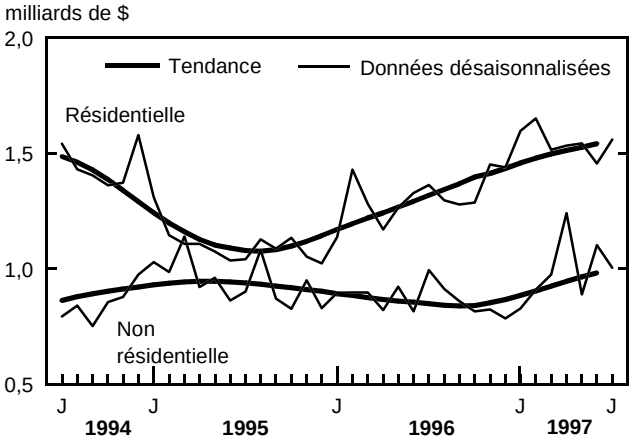
Sur une base mensuelle, la valeur des permis de construction résidentielle a dépassé 1,5 milliard de dollars au cours des six des sept premiers mois de 1997. Une telle activité soutenue a été observée pour la dernière fois au cours de la période de juin à novembre 1991. La composante unifamiliale, qui représente les trois quarts du secteur résidentiel, a dominé la croissance. Entre janvier et juillet, les intentions de construction unifamiliale ont grimpé de 25,2 % pour atteindre 8,0 milliards de dollars, tandis que les intentions de construction multifamiliale ont augmenté de 10,3 % pour atteindre 2,8 milliards de dollars.

Il y a eu d'autres indices de vigueur sur le marché de l'habitation. La Société canadienne d'hypothèques et de logement a annoncé une hausse de 2,7 % du nombre de mises en chantier d'habitations, qui a atteint 144 700. En outre, selon l'Association canadienne de

l'immeuble, les reventes ont été supérieures de 16,6 % au cours des sept premiers mois de 1997 par rapport à la même période en 1996. Les reventes sont à leur point le plus élevé depuis 10 ans.

En juillet, les intentions de construction résidentielle ont augmenté le plus en Ontario (+16,1 % à 689 millions de dollars), suivi par l'Alberta (+10,5 % à 199 millions de dollars) et par la Saskatchewan (+52,3 % à 24 millions de dollars). Par ailleurs, des baisses marquées ont été observées en Colombie-Britannique (-3,6 % à 314 millions de dollars), au Québec (-2,0 % à 234 millions de dollars) et au Nouveau-Brunswick (-7,4 % à 18 millions de dollars).

Maintien de l'activité dans le secteur de l'habitation



Maintien de la vigueur du secteur non résidentiel en dépit de la baisse mensuelle

Malgré une baisse mensuelle de 8,9 % en juillet, la valeur totale des permis de construction non résidentielle a été la troisième en importance cette année. Elle a également été supérieure à celle de tout autre mois en 1996, puisqu'elle n'avait jamais dépassé le milliard de dollars. Un tel niveau d'activité dans le secteur non résidentiel a été observé pour la dernière fois à la fin de l'année 1990.

Les trois composantes du secteur non résidentiel (industrielle, commerciale et institutionnelle) ont contribué à la baisse dans ce secteur en juillet. La chute la plus marquée s'est produite dans les projets commerciaux, qui ont baissé de 8,3 % pour s'établir à 512 millions de dollars. Cette baisse a été suivie de diminutions de 14,5 % dans les projets institutionnels, qui ont atteint 214 millions de dollars, et de 5,4 % dans les projets industriels, qui se sont établis à 277 millions de dollars. Le ralentissement est attribuable en grande partie à la baisse de la valeur des grands projets.

La valeur cumulative des intentions de construction non résidentielle donne une bonne image du secteur. De janvier à juillet 1997, les intentions de construction se sont élevées à 6,9 milliards de dollars, en hausse de 11,3 % par rapport à la période correspondante en 1996. La composante industrielle a donné de meilleurs résultats que les deux autres composantes. Pour la période de sept mois, les intentions dans la composante industrielle ont grimpé de 21,3 % pour atteindre 1,9 milliard de dollars, tandis que celles dans la composante commerciale se sont élevées de 8,0 % pour s'établir à 3,5 milliards de dollars et que celles dans la composante institutionnelle ont augmenté de 7,8 % pour atteindre 1,5 milliard de dollars. Les permis de construction non résidentielle en juillet ont augmenté en Ontario (+3,0 % à 438 millions de dollars), au Nouveau-Brunswick (+68,3 % à 17 millions de dollars) et en Nouvelle-Écosse (+6,2 % à 15 millions de dollars).

Données stockées dans CANSIM: matrices 80 (niveaux 3 à 7, 16 à 22 et 24 à 32), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro de juillet 1997 de *Permis de bâtir* (64-001-XPB, 25 $ / 248 $) paraîtra en septembre. Voir *Pour commander les publications*.

Les estimations des permis de bâtir d'août seront diffusées le 6 octobre 1997. Pour plus de renseignements, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689. Internet: *burejoa@statcan.ca*. Pour des renseignements de nature analytique, communiquez avec Sylvain Cloutier au (613) 951-2025, Section des indicateurs courants de l'investissement, Division de l'investissement et du stock de capital. Internet: *clousyl@statcan.ca*. □

Valeur des permis de bâtir

	Juin 1997	Juillet 1997	Juin à juillet 1997	Juillet 1996 à juillet 1997
	données désaisonnalisées			
	millions de $		variation en %	
Canada	**2 557**	**2 563**	**0,2**	**8,8**
Résidentiel	1 455	1 559	7,2	14,5
Non résidentiel	1 102	1 004	-8,9	1,0
Terre-Neuve	22	15	-32,1	-24,9
Résidentiel	10	9	-13,5	-22,5
Non résidentiel	11	6	-48,9	-28,4
Île-du-Prince-Édouard	13	9	-31,3	7,6
Résidentiel	6	5	-11,2	13,4
Non résidentiel	7	4	-47,1	0,7
Nouvelle-Écosse	50	52	3,0	-31,5
Résidentiel	36	37	1,7	1,0
Non résidentiel	14	15	6,2	-62,4
Nouveau-Brunswick	30	35	18,1	-6,2
Résidentiel	20	18	-7,4	-11,4
Non résidentiel	10	17	68,3	0,3
Québec	441	411	-6,7	-9,8
Résidentiel	239	234	-2,0	10,9
Non résidentiel	202	177	-12,2	-27,6
Ontario	1 019	1 127	10,6	36,3
Résidentiel	593	689	16,1	38,6
Non résidentiel	425	438	3,0	33,0
Manitoba	60	55	-8,7	-22,4
Résidentiel	26	27	4,8	15,4
Non résidentiel	34	28	-18,9	-41,2
Saskatchewan	59	59	-0,0	17,0
Résidentiel	16	24	52,3	5,4
Non résidentiel	44	36	-18,6	26,2
Alberta	326	303	-7,1	16,5
Résidentiel	181	199	10,5	8,2
Non résidentiel	146	104	-28,9	36,5
Colombie-Britannique	514	487	-5,3	-9,3
Résidentiel	325	314	-3,6	-8,7
Non résidentiel	189	173	-8,3	-10,3
Yukon	5	4	-17,0	5,4
Résidentiel	3	2	-17,0	-3,3
Non résidentiel	2	2	-17,1	20,6
Territoires du Nord-Ouest	18	6	-67,4	-42,9
Résidentiel	0	0	8.7	-91,9
Non résidentiel	18	6	-68,6	-12,5

Note: *Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.*

■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi

Août 1997

En août, l'indice qui mesure le nombre d'annonces d'offres d'emploi dans les journaux est demeuré inchangé à 124 (1996=100). C'était la première fois en 12 mois que l'indice demeurait stable. Depuis août 1996, l'indice a augmenté de près de 24 %. Malgré le peu de mouvement enregistré en août, l'indice est demeuré à son plus haut niveau depuis 1991.

L'indice est demeuré stable dans toutes les provinces, sauf en Ontario (+1,6 %), au Manitoba (+1,5 %) et dans les provinces de l'Atlantique (+2,5 %), où des gains ont été observés. Les récentes tendances reflètent la croissance enregistrée par d'autres indicateurs économiques, principalement la croissance de l'emploi.

Nota: L'indice de l'offre d'emploi est basé sur le nombre d'annonces publiées dans 22 journaux de 20 régions métropolitaines. L'indice est un indicateur de l'intention des employeurs d'embaucher de nouveaux travailleurs. Ces indices ont été désaisonnalisés et lissés pour faciliter la comparaison mensuelle.

Indice de l'offre d'emploi
(1996=100)

	Août 1997	Juillet 1997	Août 1996 à août 1997	Juillet à août 1997
	données désaisonnalisées			
			variation en %	
Canada	**124**	**124**	**24,0**	**0,0**
Terre-Neuve	116	112	13,7	3,6
Île-du-Prince-Édouard	129	132	25,2	-2,3
Nouvelle-Écosse	117	115	14,7	1,7
Nouveau-Brunswick	130	122	34,0	6,6
Québec	111	110	11,0	0,9
Ontario	128	126	26,7	1,6
Manitoba	133	131	31,7	1,5
Saskatchewan	128	127	24,3	0,8
Alberta	151	150	48,0	0,6
Colombie-Britannique	119	118	19,0	0,8

Données stockées dans CANSIM: matrice 105 (niveaux 8 à 10).

Pour plus de renseignements, communiquez avec Michael Scrim au (613) 951-4090, Division du travail. Télécopieur: (613) 951-4087. Internet: *labour@statcan.ca*. ■

Enquête sur les anticipations à court terme

L'Enquête sur les anticipations à court terme dégage un consensus à partir des prévisions faites pour un mois par les économistes participants à l'égard d'indicateurs économiques clés. Les prévisions ont trait à la variation sur 12 mois de l'indice des prix à la consommation (IPC), du taux de chômage et du taux d'activité, du niveau des importations et des exportations de marchandises ainsi qu'à la variation du produit intérieur brut (PIB) au coût des facteurs.

La moyenne des prévisions d'août de l'IPC correspond à une hausse de 1,8 % sur 12 mois. Il n'y a pas de changement par rapport à juillet, dont le résultat a été prévu avec exactitude par les économistes participants. Les prévisions pour le mois d'août varient de +1,7 % à +2,0 %.

La moyenne des prévisions d'août du taux de chômage est de 9,1 %, en hausse légèrement par rapport au taux réel de juillet qui se situait à 9,0 %. Les prévisions pour le mois d'août varient de 8,9 % à 9,5 %. Le mois dernier, la prévision de 9,1 % surestimait légèrement le taux réel enregistré.

La moyenne des prévisions du mois d'août du taux d'activité s'établit à 64,9 %, comparativement au chiffre réel de 64,7 % en juillet. La moyenne des prévisions pour juillet était également de 64,9 %. Les prévisions du mois d'août variaient de 64,8 % à 65,0 %.

La moyenne des prévisions des exportations en juillet se situait à 24,5 milliards de dollars, en hausse légèrement par rapport aux 24,4 milliards de dollars enregistrés en juin. Les opinions pour le mois de juillet varient de 24,0 milliards de dollars à 25,0 milliards de dollars. À 24,7 milliards de dollars, les prévisions de juin ont surestimé le chiffre réel de 24,4 milliards de dollars. La prévision actuelle des importations pour juillet est de 22,6 milliards de dollars, le minimum étant de 22,0 milliards de dollars et le maximum, de 23,0 milliards de dollars. Le mois précédent, la moyenne des prévisions de 22,7 milliards de dollars surestimait le chiffre réel (22,5 milliards de dollars).

Il est prévu que le PIB réel en juillet augmentera en moyenne de 0,4 %. Les prévisions pour juillet

varient de 0,25 % à 0,5 %. La prévision du mois de juin, qui s'établissait à 0,5 %, surestimait d'une façon significative le chiffre réel, qui n'avait pas changé par rapport à mai.

Les prochains résultats de l'Enquête sur les anticipations à court terme seront diffusés le 8 octobre. Pour plus de renseignements ou pour commander un ensemble complet de tableaux, communiquez avec Roger Purdue au (613) 951-3425. ■

Statistiques du téléphone

Juin 1997

Les 15 principaux réseaux téléphoniques ont déclaré des recettes d'exploitation totalisant 1 397,6 millions de dollars en juin, ce qui représente une modeste augmentation de 0,2 % par rapport au mois précédent. Les dépenses d'exploitation ont toutefois diminué de 4,7 % comparativement au mois précédent, pour atteindre 1 055,4 millions de dollars. Cette importante diminution des dépenses d'exploitation a mené à une augmentation des revenus nets de 19,4 %, passant de 286,6 millions de dollars en mai à 342,2 millions de dollars en juin.

Données stockées dans CANSIM: matrice 355.

Le numéro de juin 1997 de *Statistiques du téléphone* (56-002-XPB, 10 $ / 93 $) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Daniel April au (613) 951-3177, Projet de remaniement des sciences et de la technologie. ■

NOUVELLES PARUTIONS

Statistiques du charbon et du coke, juin 1997
Numéro au catalogue: 45-002-XPB
(Canada: 12$/114$; à l'extérieur du Canada: 12$US/114$US).

Bulletin de service – Aviation, vol. 29, n° 8
Numéro au catalogue: 51-001-XPB
(Canada: 11$/109$; à l'extérieur du Canada: 11$US/109$US).

Services de gaz, mai 1997
Numéro au catalogue: 55-002-XPB
(Canada: 17$/165$; à l'extérieur du Canada: 17$US/165$US).

Statistiques de l'énergie électrique, juin 1997
Numéro au catalogue: 57-001-XPB
(Canada: 12$/114$; à l'extérieur du Canada: 12$US/114$US).

Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1997. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada* (11-204F, Canada 16$; à l'extérieur du Canada: 16$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

Pour commander les publications par téléphone:
Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez:	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	**1 800 889-9734**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	**1 800 700-1033**
Internet:	**order@statcan.ca**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division des opérations et de l'intégration, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.